

**Centre intégré
de santé
et de services sociaux
des Laurentides**

Québec 

**REVUE DE PRESSE RÉGIONALE
SEMAINE DU 4 OCTOBRE 2021**

**Par le Service des communications
et des relations publiques**

L'Info de la Lièvre, 6 octobre 2021, p. 6
L'info du Nord Vallée de la Rouge, 6 octobre 2021, p. 15
L'info du Nord Sainte-Agathe, 6 octobre 2021, p. 24
L'info du Nord Tremblant, 6 octobre 2021, p. 21

À LA UNE

COVID-19

La situation demeure fragile dans la région

MAXIME COURSOL
mccoursol@inmedias.ca

On constate une embellie dans la dernière semaine dans la grande région des Laurentides, mais la situation en lien avec la COVID-19 demeure préoccupante.

Selon le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSS), la semaine du 20 septembre a été la première, depuis la mi-juillet, où l'on a enregistré dans la grande région une baisse du nombre de cas. En date du 28 septembre, 436 personnes étaient considérées « cas actifs de COVID-19 », contre 607 la semaine



Le CISSS des Laurentides ne relâche pas sa vigilance afin de prévenir toute hausse vertigineuse de COVID-19 sur son territoire. (Photo Pixabay)

précédente. Cela dit, les autorités refusent de crier victoire trop vite.


« On a encore 72 écloisions en cours dans la région », déclarait le Dr Éric Goyer, directeur régional de santé publique des Laurentides, le 29 septembre. Sur ce nombre, il y en avait 30 en milieu scolaire (dont 23 dans des écoles primaires) et 29 en milieu de travail (dont cinq centres de la petite enfance). C'est vraiment dans le groupe d'âge 5-19 ans où l'on recense, en ce moment, le plus de cas.

Deux écloisions ont également été enregistrées dans des unités de médecine, respectivement dans les hôpitaux de Mont-Laurier et de Saint-Eustache. On parle toutefois d'écloisions sous contrôle, avec moins de cinq cas recensés, tous des patients. Il y a également deux écloisions dans des milieux de vie pour aînés, dont le CHSLD Sainte-Anne à Mont-Laurier, où trois usagers ont contracté la maladie. Là encore, aucun membre du personnel soignant ne serait infecté.

L'ÉTAT DU RÉSEAU EN CE MOMENT

Selon la présidente-directrice générale Rosemonde Landry, en date du 26 septembre, 91,2% de tous les employés du CISSS étaient adéquatement vaccinés et plusieurs avaient pris rendez-vous d'ici au 15 octobre pour recevoir leur 2^e dose. On ne s'attend donc pas à des problèmes majeurs de personnel refusant de se faire vacciner. Cela dit, des plans de contingence sont présentement en préparation pour prévenir toute possibilité de bris de service.

Bien que l'on constate une diminution du nombre de cas, en date du 29 septembre, 16 patients étaient hospitalisés à travers la région en raison de la COVID-19 et 5 étaient aux soins intensifs. Afin

d'éviter un engorgement dans les urgences et une augmentation du risque de contagion ou de bris de service, le CISSS invite la population à éviter d'aller à l'hôpital si possible et de prioriser d'autres voies pour obtenir des services en santé, comme le recours aux pharmaciens communautaires et aux médecins de famille, sans oublier la ligne Info-Santé 811. 

LE RESPECT DES CONSIGNES PRIMORDIAL

Le directeur de santé publique des Laurentides a une fois de plus appelé la population à respecter les mesures sanitaires le plus scrupuleusement possible. Le Dr Éric Goyer rappelle que des décès dus à la COVID-19 sont toujours recensés en ce moment au Québec et que la meilleure façon que cela cesse, c'est de suivre les consignes.

« Des histoires qu'on entend de commerces qui fournissent des codes QR à ceux qui n'en ont pas pour qu'ils viennent dans leurs commerces, c'est malheureux », lance-t-il. Quand la santé publique est informée de telles situations, elle les réfère aux forces policières, chargées de faire respecter les règles. Dans le cas d'événements qui n'auraient pas respecté les consignes, la santé publique peut faire des appels afin de sensibiliser les contrevenants, mais si la situation se reproduit, les policiers seront saisis de l'affaire, rappelle-t-on.

L'info du Nord Vallée de la Rouge, 6 octobre 2021, p. 4

L'info du Nord Sainte-Agathe, 6 octobre 2021, p. 25

L'info du Nord Tremblant, 6 octobre 2021, p. 8

À LA UNE

Des infirmières des Laurentides toujours à bout de souffle



ISABELLE HOULE
ihoule@inmedias.ca

Le FIQ-Syndicat des professionnelles en Soins des Laurentides (FIQ-SPSL) a rassemblé des membres du personnel à l'Hôtel Best Western de Saint-Jérôme le 29 septembre pour lancer, à nouveau, un appel à l'aide.

« Ce que vivent les professionnelles en soins, ce n'est ni plus ni moins que de la violence organisationnelle, et ce, à tous les jours. Que faudra-t-il pour le réaliser? Que faudra-t-il pour que nous puissions être entendues? », a affirmé Julie Daignault, présidente du FIQ-SPSL au ministre de la Santé.

Plusieurs porte-paroles et infirmières ont témoigné, et leur réalité est difficile. En fait, malgré les primes et solutions mises récemment de l'avant par le gouvernement, les problèmes demeurent. « Je vais vous lire le témoignage d'une collègue qui a peur de prendre la parole en public en raison des représailles auxquelles elle pourrait faire face », a déclaré Sandra Perrier, représentante locale à Antoine-Labelle et infirmière auxiliaire à Rivière-Rouge.

« Ça fait seulement deux ans que je suis infirmière auxiliaire. J'ai seulement 22 ans et le travail m'épuise déjà. Je travaille en CHSLD et les conditions sont de pire en pire. Chaque jour, je vais travailler avec la peur de ne pas savoir si je vais pouvoir rentrer chez moi après mes huit heures de travail. Chaque jour, j'arrive avec la crainte de travailler avec le manque de préposés. [...] Pleurer à la fin d'un shift parce que tu es épuisée, sincèrement, qui voudrait d'un emploi qui te fait ça? », a-t-elle lu.

Des horaires incomplets, le recours au temps supplémentaire obligatoire (TSO), des équipes de soins incomplètes ainsi que la surcharge de travail sont des situations que des professionnelles en soins des Laurentides disent vivre au quotidien.

« Comment l'employeur peut-il encore prétendre que la santé et la sécurité de nos membres, ainsi que de la population, ne sont pas compromises? Nos demandes sont simples et réalistes: un horaire complet déterminé à l'avance, une directive claire du ministre Christian Dubé afin que cesse le recours



Sandra Perrier et Hélène Vézina, représentantes locales du FIQ-SPSL dans la MRC d'Antoine-Labelle et infirmières auxiliaires à Rivière-Rouge. (Photo L'Info du Nord - Isabelle Houle)

au temps supplémentaire obligatoire - échancier à l'appui - ainsi que l'arrêt de la mobilité et le déplacement abusif des professionnelles en soins », ajoute madame Daignault.

PÉNURIE DE MAIN-D'ŒUVRE

Hugo Morissette, adjoint au Directeur des ressources humaines, des communications et des affaires juridiques au Centre intégré de santé et

de services sociaux des Laurentides (CISSSLAU) a récemment commenté à la suite du départ d'une infirmière de l'Hôpital laurentien. Il avait dressé un portrait général de la situation dans la région.

« Au niveau du personnel infirmier, la situation est préoccupante, comme d'ailleurs dans l'ensemble de la province. Le Québec vit une pénurie importante de main-d'œuvre dans plusieurs domaines, et son impact sur une organisation comme la nôtre est très important. La pandémie a également rendu les conditions de travail plus difficiles pour certains. [...] Le CISSS travaille sur des aménagements d'horaires lorsque la situation le permet, sur l'implantation de systèmes de garde, et tente de maximiser la conciliation travail et vie personnelle en fonction des besoins de chacun », avait-il avancé.

Celui-ci soutenait également que l'organisation est « consciente de l'ampleur du défi que notre personnel doit surmonter, et nous sommes très reconnaissants envers ceux qui choisissent de rester en poste pour continuer à le relever. Plusieurs sont d'ailleurs encore très mobilisés dans leurs fonctions. Nous sommes confiants qu'avec la vaccination qui se déroule très bien dans notre région, nous pourrions tendre à retrouver une situation plus « normale » pour notre personnel. »

À LA UNE



De gauche à droite: Michel Rochon (président de la Fondation), Rosemonde Landry (présidente – directrice générale du CISSS des Laurentides), Giuseppe Racanelli (donateur du terrain) et Luc Brisebois (maire sortant de Mont-Tremblant). (Photo gracieuseté – Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut)

Services de santé

Un terrain de Mont-Tremblant est offert à la Fondation médicale

VÉRONIQUE PICHÉ
vpiche@inmedias.ca

Un philanthrope de Mont-Tremblant fait don d'un terrain situé aux abords de la route 117, dans l'optique d'améliorer l'accès aux soins de santé dans la grande région tremblantoise.

Giuseppe Racanelli, président fondateur d'Ingenia Technologies, offre un terrain vague

stratégiquement situé à l'angle de la route 117 et de la rue Léonard (route 327) à la Fondation médicale des Laurentides et des Pays-d'en-Haut. Maintenant, cette dernière explique travailler, bien secondée par la Ville de Mont-Tremblant, en étroite collaboration avec le Centre intégré de santé et de services sociaux des Laurentides (CISSS des Laurentides) dans ce qu'on décrit comme « un projet majeur lié à la santé ». Pour l'instant, peu de détails sont connus, car plusieurs avenues sont à l'étude.

« La priorité de la Fondation est de maximiser les services de proximité en santé pour la population de notre territoire, décrit Daniel Desjardins, DG de la Fondation. Même si les détails de ce projet ne sont pas prêts à être dévoilés, nous trouvons que les gens du Grand Mont-Tremblant méritaient de savoir que nous avons reçu ce don important, lequel permettra de bonifier les services de santé de leur région. »

Le président de la Fondation Michel Rochon

salue ce partenariat: « Je veux dire un merci sincère à Monsieur Racanelli, au CISSS pour son implication et au maire Luc Brisebois ainsi qu'aux artisans de la Ville de Mont-Tremblant, qui ont fait des réserves importantes pour la santé de leurs citoyens ».

M. Desjardins promet que des annonces concernant ce projet d'envergure en matière de soins de santé de proximité viendront sous peu. 🗨️

ACTUALITÉ

COVID DANS LES LAURENTIDES

UN PLATEAU QUI PERDURERA?

Simon Cordeau – Au cœur de la 4^e vague de COVID-19, les Laurentides semblent avoir atteint un plateau de nouveaux cas. Mais cette détente pourrait être passagère, avertissent les autorités sanitaires.

« C'est la première fois depuis le début de la 4^e vague, qu'on date au 18 juillet, qu'on observe une baisse du nombre de nouveaux cas hebdomadaires », a annoncé Dr Eric Goyer, directeur de santé publique des Laurentides, lors d'une conférence téléphonique du Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides, mercredi 29 septembre.

Dans la semaine du 19 au 25 septembre, on rapportait 436 nouveaux cas, alors qu'on en comptait 607 lors de la semaine précédente. « J'ai poussé un soupir de soulagement lorsque j'ai vu les dernières données. Cela dit, l'année dernière, on a aussi observé un plateau à l'automne, puis une remontée de plus belle à la fin octobre, qui a culminé à la fin décembre. Donc je suis soulagé des chiffres cette semaine, mais on reste sur nos gardes pour les prochaines semaines », a nuancé Dr Goyer.

En date du 23 septembre, la région des Laurentides comptait 523 cas actifs, dont

190 dans la MRC de La Rivière-du-Nord et 34 dans la MRC des Pays-d'en-Haut. 909 219 doses de vaccin avaient été administrées dans la région en date du 28 septembre.

■ ÉCLOSIONS

On dénombrait 72 éclosions (2 cas ou plus) sur le territoire des Laurentides, en date du 28 septembre, dont 30 en milieux scolaires, principalement dans les écoles primaires, 29 dans les milieux de travail, 2 dans les centres hospitaliers et 2 dans les milieux de vie comme les CHSLD, les résidences privées pour personnes âgées (RPA) et les ressources intermédiaires (RI). 5 de ces milieux de vie enregistraient aussi un seul cas actif.

Les éclosions sont plus nombreuses, mais plus petites que dans les vagues précédentes. La vaccination et les autres mesures sanitaires aident à mieux les contrôler, soulignent les autorités sanitaires.

■ HOSPITALISATIONS

Parmi les nouveaux cas, 75 % sont des personnes non-adéquatement vaccinées (une seule dose) ou non-vaccinées. Cette proportion semble stable dans le temps.

On dénombre 16 patients hospitalisés et 5 patients aux soins intensifs. On observe une augmentation de la durée moyenne du séjour en hospitalisation et une moyenne d'âge plus basse que durant les vagues précédentes, en raison surtout du variant delta qui est plus agressif.

On déplore par ailleurs 3 décès dans les 7 derniers jours.

■ PÉNURIE DE PERSONNEL

Le CISSS des Laurentides est également victime de la pénurie de personnel de la santé, comme l'ensemble du Québec, a déploré la présidente-directrice générale, Rosemonde Landry. Elle se dit « **très heureuse** » des mesures annoncées par le



Dr Eric Goyer, directeur de santé publique des Laurentides.

ministre de la Santé pour améliorer les conditions de travail des infirmières.

Il est important d'éviter l'urgence pour les cas non-urgents, a rappelé Sylvain Pomerleau, directeur général adjoint programme santé physique générale et spécialisée, de l'enseignement et de la recherche. Il a toutefois souligné que : « **Les urgences auront toujours la capacité d'accueillir les cas urgents.** »

« **Des cadres sont venus prêter main-forte. Ceux qui ont de l'expérience à l'urgence ont levé la main pour prendre des quarts de soir ou de nuit, et supporter le personnel sur le terrain** », a ajouté M. Pomerleau.

Des ambulances ont aussi été détournées, pour délester l'hôpital de Saint-Eustache par exemple.

Mme Landry s'est voulue rassurante, concernant l'obligation des membres du personnel de la santé de se faire vacciner d'ici le 15 octobre, sans quoi ils seront suspendus sans solde. Elle a indiqué que 91,2 % des employés du CISSS étaient adéquatement vaccinés (2 doses), ainsi que 97 % des médecins.

ACTUALITÉ

BILAN DE LA DPJ

LES SIGNALEMENTS EN HAUSSE, MALGRÉ LA PANDÉMIE

France Poirier – De mars à septembre 2020, presque aucun signalement n'a été déposé à la Direction de la protection de la jeunesse (DPJ). Dès la réouverture des classes, les signalements ont explosé.



Myriam Briand est directrice à la DPJ du CISSS des Laurentides.

Le retour en classe a été une bonne nouvelle pour les gens de la DPJ. « Quand les enfants étaient confinés à la maison, il n'y avait pas le filet de protection. On demandait aux professeurs de prendre des nou-

velles des enfants. Le confinement a créé une pression supplémentaire sur les familles », a souligné Myriam Briand, directrice de la DPJ des Laurentides.

■ MANQUE DE PERSONNEL

À la DPJ des Laurentides, il y a un enjeu de rétention de personnel. Les gens ont moins d'intérêt à travailler en protection de la jeunesse. « Le traitement médiatique avec la Commission Laurent a été dure envers nous. Les gens ont quitté, beaucoup de nos jeunes intervenants ont quitté », explique Mme Briand. D'autres équipes du CISSS ont prêté du personnel pour les aider à reprendre le contrôle.

« On avait 485 dossiers en attente et actuellement nous sommes à 250. Il nous manque du personnel qualifié pour faire des évaluations en protection de la jeunesse. Travailler dans un contexte où tu es blâmé de tout bord tout côté, c'est difficile. Lorsqu'ils ont la chance de travailler dans un secteur plus valorisant, ils choisissent parfois de partir », ajoute-t-elle.

« Chaque fois que je m'introduis dans la vie d'un parent ou d'une famille, c'est certain que je porte un jugement sur les capacités parentales, c'est heurtant. Les gens qui

nous ont dans leur vie sont portés à nous dénigrer sur les médias sociaux ou à appeler les journalistes. Il n'y a pas de contrepartie, les familles qui ont reçu l'aide de la DPJ n'appellent pas les journalistes pour dire que ça les a aidés. Les intervenants font face à de la violence psychologique, parfois physique », explique la directrice des Laurentides.

■ AIDER LES PARENTS

« Les parents en difficulté sont souvent des parents maltraitants », rapporte Myriam Briand. Lorsque des parents vivent des situations problématiques, ça se répercute souvent chez les enfants. « On doit aider ces parents à améliorer leur compétence. Si on les aide à la hauteur de leurs besoins, on participe à protéger les enfants. C'est ce qu'on veut bâtir collectivement comme CISSS », explique-t-elle.

La DPJ ne veut pas être la porte d'entrée vers d'autres services. « En offrant du support aux parents dans les services de première ligne, ça permet d'agir en prévention. Quelquefois, les listes d'attente sont longues, les parents attendent et les situations se détériorent. Dans les milieux scolaires, il y a des enfants qui sont difficiles et qui auraient besoin de services directement dans les

milieux scolaires. Assurément que c'est du bon dépistage et ça éviterait la détérioration de la situation et à prévenir le décrochage scolaire », conclut Myriam Briand.

BILAN DPJ DES LAURENTIDES

- Signalements traités : **11 440**
- Signalements retenus : **4 336**
- Taux de rétention des signalements : **37,9 %**
- Les signalements proviennent en majorité des employés d'organismes publics (**33,3 %**), suivi du milieu scolaire (**21,2 %**).
- Le principal milieu de vie des enfants pris en charge par la DPJ est toujours le milieu familial (**61,0 %**).
- Intervenants en réception/traitement des signalements : **16**
- Évaluateurs sur le terrain : **91**
- Intervenants qui offrent des services : **250**

COVID-19

UN SOUPIR DE SOULAGEMENT, **MAIS...**

MYCHEL LAPOINTE

mychel.lapointe@infoslaurentides.com

Il en va des Laurentides comme du reste du Québec : le nombre de cas de COVID-19 est en baisse dans la région.

Un constat qui réjouit le directeur de la Santé publique des Laurentides, le Dr Éric Goyer.

« C'est la première fois depuis le début de la 4^e vague qu'on observe une baisse. J'ai poussé un soupir de soulagement quand j'ai vu les données (...) Je me garde une réserve avant de voir ce que ça va donner dans une semaine » confiait le Dr Goyer mercredi matin dernier au cours d'une conférence téléphonique avec les médias laurentien.

UN PORTRAIT

Et encore, le constat du directeur Goyer faisait état des chiffres dans la semaine du 19 septembre. Les choses s'étaient encore améliorées quand sont sorties les statistiques, le lendemain.

Ainsi, jeudi dernier (30 septembre), le bulletin hebdomadaire émis par le Cen-

tre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides) affichait 89 cas actifs de COVID-19 (117 la semaine précédente) à Saint-Jérôme, 38 à Mirabel et Blainville, 19 à Saint-Eustache, 18 à Boisbriand, 14 à Bois-des-Filion, 13 à Sainte-Thérèse et Saint-Colomban et 12 à Sainte-Sophie.

Soulignons également 8 cas à Lorraine, 7 chacune pour Deux-Montagnes, Sainte-Anne-des-Plaines et Sainte-Marthe-sur-le-Lac et 6 à Rosemère.

EN BAISSÉ

Par ailleurs, pour une quatrième semaine de suite, c'est au sein de la MRC de la Rivière-du-Nord qu'on remarque, globalement, le plus de cas actifs dans les Laurentides.

Dans les faits, c'est 122 (tout de même 190, une semaine auparavant) cas actifs dans la MRC de la Rivière-du-Nord, alors que la MRC Thérèse-de Blainville en affichait 104 (en baisse de 50, comparé au 23 septembre).

Viennent ensuite la MRC de Mirabel (une ville, une MRC) avec 38 et la MRC de Deux-Montagnes à 34.

ÉCART APPRÉCIABLE

En outre, sur le plan du cumulatif des cas depuis le début de la pandémie, les choses n'ont pas changé (et ne risquent pas de changer en fonction du volume de la population) puisque Saint-Jérôme occupe toujours le premier rang avec 3 474.

Suivent, dans l'ordre, Blainville (2 559), Mirabel (2 358) et Saint-Eustache (2 119).

Comme c'est le cas depuis plusieurs mois, la MRC Thérèse-de Blainville domine encore largement avec 7 510 cas contre 5 459 pour la MRC de la Rivière-du-Nord et 4 109 pour la MRC de Deux-Montagnes.

MRC DE LA RIVIÈRE-DU-NORD

Le tableau de la MRC de la Rivière-du-Nord ne change pas vraiment d'une semaine à l'autre.

C'est ainsi qu'on constate que les 89 cas actifs à Saint-Jérôme représentent quelque 72 % des 122 cas actifs. Saint-Colomban (633 au cumulatif) en présente, disions-nous 13, Sainte-Sophie (675) en compte 12, alors que Saint-Hippolyte (274) et Prévost (403) en affichaient entre 1 et 4.



Photo Pixabay.com

Si le résultat du test est négatif, l'enfant sera invité à regagner sa classe avec son masque.

MYCHEL LAPOINTE

mychel.lapointe@infoslaurentides.com

Comme ce sera le cas dans d'autres régions du Québec, on assistera sous peu (le moment n'est pas encore déterminé, au moment d'aller sous presse) à un déploiement massif de tests rapides de COVID-19 dans les écoles des Laurentides.

DÉMARCHE DU MEQ

Interrogé sur la question en conférence téléphonique du CISSS des Laurentides, mercredi dernier, le Dr Éric Goyer, directeur de la Santé publique des Laurentides, a expliqué que la démarche est menée par le ministère de l'Éducation auprès des centres de services scolaires.

« Ce sont des tests qui seront effectués par du personnel scolaire lorsqu'un enfant est à l'école et a des symptômes. Donc, ils vont faire un prélèvement nasal

ENFANTS PRÉSENTANT
DES SYMPTÔMES

UN TEST RAPIDE SERA EFFECTUÉ À L'ÉCOLE

et si le résultat est positif, les parents seront invités à venir chercher leur enfant et aller valider le test dans un de nos centres de dépistage. Si le résultat du test est négatif, l'enfant sera invité à regagner sa classe avec son masque ».

Il faut savoir que le test en question est simple et qu'il sera possible d'avoir un résultat en une quinzaine de minutes.

TROISIÈME DOSE

Par ailleurs, on sait depuis quelques jours qu'on envisage de procéder à l'ad-

ministration d'une troisième dose de vaccin auprès de la clientèle âgée qui se retrouve en résidences pour aînés.

La démarche s'explique, nous dit-on, d'une part du fait qu'on parle de personnes qui vivent dans des milieux fermés, mais également parce qu'on a enregistré au cours des derniers temps une hausse de cas dans ces milieux.

Pas question, pour l'instant d'étendre la démarche à la population en général, informe-t-on du côté du CISSS des Laurentides.

POUR LES PROFESSIONNELLES EN SOINS

« **LE STATU QUO** N'EST PLUS POSSIBLE »

-JULIE DAIGNAULT



« Que faudra-t-il pour que nous puissions être entendues? » interroge Julie Daignault.

MYCHEL LAPOINTE
mychel.lapointe@infoslaurentides.com

« **N**ous avons frappé un mur : le statu quo n'est plus possible. L'heure est à l'action. Il en va de la survie de notre système de santé », clame Julie Daignault.

Dans une communication acheminée à nos bureaux, la présidente du FIQ-Syndicat des professionnelles en soins des Laurentides réagit ainsi à ce

qu'elle dénonce comme un contexte de travail des plus difficiles pour les membres du syndicat.

« Il ne faut plus avoir peur des mots, ce que vivent les professionnelles en soins, ce n'est ni plus ni moins que de la violence organisationnelle, et ce, à tous les jours. Que faudra-t-il pour le réaliser? Que faudra-t-il pour que nous puissions être entendues? » interroge-t-elle, ajoutant que ses collègues « se sentent trahies et impuissantes devant leur incapacité de prodiguer des soins dignes et sécuritaires ».

UNE DIRECTIVE CLAIRE

Aux yeux de la présidente, « des horaires incomplets, le recours au temps supplémentaire obligatoire de manière systématique, des équipes de soins largement incomplètes ainsi que la surcharge de travail sont le lot quotidien des professionnelles en soins des Laurentides ».

« Comment l'employeur peut-il encore prétendre que la santé et la sécurité de nos membres, ainsi que de la population, ne sont pas compromises? Nos demandes sont simples et réalistes : un horaire com-

plet déterminé à l'avance, une directive claire du ministre Christian Dubé afin que cesse le recours au temps supplémentaire obligatoire - échancier à l'appui - ainsi que l'arrêt de la mobilité et le déplacement abusif des professionnelles en soins » note Julie Daignault.

Qui plus est, pour le syndicat, « la pandémie ne peut à elle seule expliquer la grave pénurie de main d'œuvre. La culture de gestions des dernières années récolte le fruit du mépris des professionnelles en soins ».

UN REGROUPEMENT DÉFEND LES INTÉRÊTS EN SANTÉ DANS ARGENTEUIL

MYLÈNE DESCHAMPS

mylene.deschamps@eap.on.ca

Alors que le système de santé vit une crise sans précédent, la Coalition Santé Laurentides (CSL), un regroupement composé de membres du personnel médical, de gens d'affaires ainsi que des instances politiques municipales, lance un cri d'alarme aux gouvernements afin d'élaborer un plan stratégique pour l'avenir en santé dans les Laurentides, dont dans Argenteuil, un secteur socialement défavorisé et à l'économie fragile.

Le principal objectif est de faire connaître les besoins urgents en soins de santé et services sociaux des six centres hospitaliers des Laurentides et de mettre de la pression



Dr Lyne Couture, médecin de famille, Dr Daniel Picard, nucléiste, Marc L'heureux, préfet de la MRC des Laurentides ainsi que le maire de Lachute, Carl Péroquin, venu appuyé les 3 membres du comité directeur de la Coalition Santé Laurentides, lors d'une conférence de presse devant le Centre multiservice de santé et service sociaux de Lachute. —photo Mylène Deschamps

sur les instances provinciales et fédérales en préconisant l'augmentation, entre autres, des transferts fédéraux en matière de santé qui sont à leur plus bas niveau (22%). «On est sous-financé par notre gouvernement depuis trop longtemps. On a une démographie qui a été accentuée au cours des dernières années et le financement n'a pas

sui. On veut avoir un plan de match pour notre centre multiservice de santé et de services sociaux à Lachute», de s'insurger Carl Péroquin, maire de la Ville de Lachute et préfet adjoint de la MRC d'Argenteuil, lors d'une conférence de presse tenue devant le vétuste hôpital construit en 1963.

Près de 700 employés travaillent sur le site lachutois affilié au CISSS des Laurentides. «Il n'a pas de boss à la shop!», décrit le maire, qui demande le retour d'une direction locale. On peut concevoir que l'hôpital régional de Saint-Jérôme a des spécialités, mais ici on demande des services de proximité adéquats et normaux, dont une urgence convenable et des chambres adéquatement outillées.» Le maire demande aussi à avoir des communications plus fluides avec le CISSS des Laurentides et le ministère de la Santé afin d'obtenir des réponses pour des offres de service élaborées par la ville. M. Péroquin n'a pas manqué de souligner les efforts de la ville et la MRC pour l'emplacement et la mise en place d'un centre de vaccination en urgence.

Il souligne aussi le soutien indéfectible de la communauté avec la Fondation de l'hôpital d'Argenteuil (FGA) qui a démontré son soutien indéfectible avec, notamment, une fondation forte qui a amassé beaucoup d'argent au cours des dernières décennies. «Il y a à peine 10 ans, le CMSS de Lachute bénéficiait sur place de quelques services spécialisés. Il y avait également des lits de soins intensifs couverts par la médecine familiale, ce qui n'existe plus. On a dépourvu le territoire d'un centre de réadaptation tout neuf au nom de la centralisation», se désolé celui qui décrit aussi l'exode des patients d'Argenteuil, faute de services adéquats, vers la province ontarienne à Hawkesbury. Des investissements de plus de 160 millions de dollars y ont été réalisés au cours des 5 dernières années.

La CSL demande au gouvernement un rattrapage financier et une complétion rapide de l'ensemble des projets d'agrandissement et de mise à niveau des centres hospitaliers de la région des Laurentides. L'hôpital d'Argenteuil, une fierté pour la communauté, a besoin d'un bon coup de revitalisation. La climatisation demeurerait extrêmement

problématique, principalement pour les patients plus âgés qui sont à risque de déshydratation. Plus encore, le milieu suranné de l'hôpital propose encore des chambres à quatre, qui non seulement diminuent la dignité des patients, mais également sont particulièrement propices à la transmission d'infections nosocomiales en pleine période de pandémie.

L'importance d'un service de proximité et renforcer les milieux sont au cœur des préoccupations des élus d'ici. «Le territoire de la MRC d'Argenteuil fait face à de nombreux défis de défavorisation, d'effritement de son tissu social, et d'un vieillissement de la population plus accentué que ce que l'on retrouve ailleurs dans les Laurentides et au Québec», déclare Marc L'Heureux, préfet de la MRC des Laurentides et membre du comité directeur de la CSL. La population vieillissante et en perte d'autonomie profite de services de proximité.

Comme partout ailleurs, Argenteuil connaît aussi de multiples problématiques liées à la pénurie de main-d'œuvre avec un manque d'infirmières, d'inhalothérapeutes et de physiothérapeutes. Ce serait surtout critique du côté des physiothérapeutes, alors que les patients qui devraient être suivis de façon quotidienne ont vu leurs services diminuer aux 2-3 jours.

Une responsabilité collective

«...nous réclamons un engagement du gouvernement afin d'améliorer l'accès aux soins, par un hôpital régional fort avec cinq autres hôpitaux satellites tout aussi solides. Les Laurentiens doivent pouvoir bénéficier de la couverture de tous les soins primaires et secondaires, ce qui est encore loin d'être le cas. Ceci se corrige par un rattrapage financier tel que le souhaitent les parlementaires unanimement le 6 mai 2021 derniers», de conclue le Dr Daniel Picard, nucléiste, membre du comité directeur de la CSL et président de l'Association des médecins et des professionnels pour l'avancement de l'Hôpital de Saint-Jérôme. La région des Laurentides, la 4^e plus grande, est une région d'importance au Québec. Plus de 70 milliards de dollars, une augmentation de 28 milliards, sont réclamés en santé de la part d'Ottawa. Les Libéraux en proposent cinq.

UNE NOUVELLE CLINIQUE PÉDIATRIQUE À SAINT-JÉRÔME

RÉDACTION EAP
nouvelles@eap.on.ca

Devant le manque de médecin de famille, le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Laurentides a annoncé l'ouverture de trois nouvelles cliniques destinées aux enfants de 3 mois à 16 ans ayant besoin de services de soins pour des problèmes de santé mineurs.

Les enfants n'ayant aucun médecin de famille ou d'infirmière praticienne spécialisée attiré et faisant face à un problème de

santé physique mineur pourront désormais recourir au service de cette clinique publique à Saint-Jérôme. Ils devront parcourir plus d'une trentaine kilomètres pour y accéder, mais profiteront du service gratuitement.

Ces cliniques désignées de pédiatrie visent à offrir une alternative aux familles afin d'éviter les urgences des Laurentides qui débordent.

Aucune clinique de médecine familiale pour les personnes sans médecin de famille pour une problématique de santé mineure n'est accessible dans Argenteuil.

Pour prendre un rendez-vous, composez le 1 888 222-5075.



Directors of Youth Protection: Protecting children is OUR PRIORITY!

MARIA DIAMANTIS
Local Journalism Initiative Reporter
For The North-Shore News • info@newsfirst.ca

In its 18th annual report, under the theme “Children are our priority!”, the Directors of Youth Protection showcased their resolute determination to improve what must be improved and highlights their

renewed, unflagging and unshakeable commitment to combat child abuse.

The report emphasizes the tremendous work accomplished in the last year by the caseworkers

and their colleagues. With great devotion, they proactively worked to support and to stay in touch with the children and their families. Thanks to their attentive presence and their interventions the children were well taken care of and many tragedies were avoided.

According to the report here are the provincial statistics for 2020-2021:

1. Number of reports processed: 117,904, i.e. 323 situations involving children reported each day. This is a very slight drop in the number of reports processed compared to 2019-2020.

2. Number of reports pursued: 44,728. This is a 2.7% increase compared to 2019-2020.
3. The acceptance rate for reports was 37.9%, compared to 36.8% last year and 39.3% in 2018-19.
4. The majority of reports came from employees of public organisations (33%); the proportions have remained almost unchanged compared to previous years.
5. The main living environment for children in the care of the DYP is still the family environment (55.4%). A greater proportion of children remain in their family environment (13%).

The regional statistics for 2020-2021 are as follows:

1. Number of reports processed: 11,440, a slight increase compared to last year (11,199 reports processed in 2019-2020).
2. Number of reports pursued: 4,336, an increase of 429 reports compared to last year.
3. The acceptance rate for reports was 37.9%, compared to 34.9% last year.
4. The majority of reports came from employees of public organisations (33.3%), followed by schools (21.1%).
5. The main living environment for children in the care of the DYP is still the family environment (61.0%).

Situation at Saint-Eustache Hospital deteriorating

MARIA DIAMANTIS
Local Journalism Initiative Reporter
For The North-Shore News • info@newsfirst.ca

Following months of announcements from the CISSS des Laurentides about the difficult situation in the emergency ward of the Saint-Eustache Hospital, a new press release is highlighting the ever-deteriorating situation of the overworked ER.

The Integrated Health and Social Services Center (CISSS) Laurentian asks the population to avoid the emergency of the Saint-Eustache Hospital for non-urgent health problems and instead using the alternatives to emergency in order to ensure that each person consults in the right place, depending on the nature of their problem.

Residents are asked to consider the following options, regardless of the emergency situation:

- contact Info-Santé 811 by phone to speak to a nurse;
- consult your family doctor;
- see a doctor in a walk-in clinic;
- consult your pharmacist.

As always, the CISSS insists that a



person whose situation requires urgent care should not hesitate to go to the emergency room to receive the essential care they need.

The list of medical clinics offering walk-in consultations by place of residence is available in the resource directory: sante.gouv.qc.ca/repertoire-ressources which also allows patients to get an online appointment depending on the time of day.

If patients have symptoms similar to COVID-19, they should get tested at a screening clinic near them.

The CISSS des Laurentides, thanking its teams for their work with the patients and the population for their collaboration, remains in action to improve the current situation and reassures that every effort will be made to put in place exceptional measures for the retention and attraction of personnel aimed at better meeting the needs of the health and social services network in terms of nursing and cardiorespiratory care, recently announced by the Government of Quebec.

New pediatric clinics for children without a family doctor in the Laurentian region

MARIA DIAMANTIS
Local Journalism Initiative Reporter
For The North-Shore News • info@newsfirst.ca

The Integrated Health and Social Services Center (CISSS) announced the opening of three new clinics for children from 3 months to 16 years old in need of minor health care.

The child, for whom a parent wishes to obtain an appointment, must meet all these criteria:

- Not have an appointed family doctor or specialized nurse practitioner.
- Have a minor physical health problem.

In order to allow greater access to the population, these clinics are accessible by appointment

only, in Sainte-Agathe-des-Monts, Saint-Jérôme and Boisbriand.

These designated pediatric clinics aim to offer an additional alternative to families in the Laurentians. By the same token, these clinics will help support emergency and clinics family medicine in the region.

Strict prevention measures are deployed in the clinics. The CISSS des Laurentides is asking for everyone's collaboration in order to respect the measures in place.



COVID-19 | 3 nouveaux décès dans les Laurentides

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/429381/covid-19-3-nouveaux-deces-dans-les-laurentides>

COVID-19 | 32 nouveaux cas et 26 hospitalisations dans les Laurentides

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/429050/covid-19-32-nouveaux-cas-et-26-hospitalisations-dans-les-laurentides>

COVID-19 | Trois hôpitaux des Laurentides touchés par une éclosion

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/429042/covid-19-trois-hopitaux-des-laurentides-touchees-par-une-eclosion>

COVID-19 | Le site de vaccination de Saint-Jérôme déménage aux Galeries Laurentides

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/428756/covid-19-le-site-de-vaccination-de-saint-gerome-demenage-aux-galeries-laurentides>

COVID-19 | 33 nouveaux cas dans les Laurentides et 28 hospitalisations

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/428747/covid-19-33-nouveaux-cas-dans-les-laurentides-et-28-hospitalisations>

Les urgences des Laurentides débordent à nouveau, en ce lundi début de semaine

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/428730/les-urgences-des-laurentides-debordent-a-nouveau-en-ce-lundi-debut-de-semaine>

COVID-19 | Saint-Jérôme, Blainville et Val-David comptent le plus de cas actifs

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/428350/covid-19-saint-gerome-blainville-et-val-david-comptent-le-plus-de-cas-actifs>

COVID19 | Les tests rapides de dépistage déployés, bientôt, dans les écoles des Laurentides

<https://laurentides.cime.fm/nouvelles/sante/428232/covid19-les-tests-rapides-de-depistage-deployes-bientot-dans-les-ecoles-des-laurentides>

CFLO, site Internet

Rien ne s'améliore dans les urgences

<https://www.cflo.ca/rien-ne-samelioire-dans-les-urgences/>

Les Laurentides repassent sous la barre des 500 cas actifs

<https://www.cflo.ca/les-laurentides-repassent-sous-la-barre-des-500-cas-actifs/>

10 écoles comptent un ou plusieurs cas actifs

<https://www.cflo.ca/10-ecoles-comptent-un-ou-plusieurs-cas-actifs/>

TVC d'Argenteuil

Reportage : La Coalition Santé Laurentides était de passage à Lachute récemment

https://www.youtube.com/watch?v=D_mOx3thfZ4